

Allocution de Mme Manon Schick
Directrice d'Amnesty International, Section suisse

à l'occasion du

DIES ACADEMICUS 2016
Une université ouverte sur le monde
Samedi 29 octobre 2016
Neuchâtel, Aula des Jeunes-Rives

MIGRATIONS : QUELQUES PRÉJUGÉS À COMBATTRE

Merci au rectorat de l'Université de m'avoir invitée à ce *Dies Academicus* et merci en particulier d'avoir placé cette journée sous le thème « Une université ouverte sur le monde ». Les universités jouent un rôle important en ouvrant leurs portes à des réfugié-e-s et en leur permettant de poursuivre leur formation chez nous, leur apportant ainsi la chance de s'intégrer et de travailler. Mais l'Université joue également un rôle essentiel pour apporter aux étudiantes et étudiants vivant en Suisse la connaissance nécessaire pour combattre les préjugés trop souvent répandus sur l'asile.

On considère aujourd'hui les migrations comme un problème, qu'il faut gérer et qui est dangereux pour nos sociétés. Mais en fait, il faut renverser le paradigme : les migrations sont constitutives de nos civilisations. Seuls les déplacements de population ont permis à des civilisations de subsister. Celles qui sont restées fermées sur elles-mêmes, sans intégrer de sang neuf, ont fini par disparaître.

Le défi auquel nous faisons toutes et tous face aujourd'hui est de taille : jamais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il n'y a eu autant de personnes déplacées et de réfugiés : 65 millions de personnes ont dû quitter leur foyer.

Mais contrairement à ce que prétendent certains partis politiques, tous les réfugiés ne veulent pas venir chez nous. 86% des réfugiés se trouvent dans des pays en voie de développement. Dans les camps aux alentours de la Syrie ou dans la Corne de l'Afrique, des millions de gens n'ont plus aucune perspective et sont même parfois encore en danger, menacés de renvoi dans leur pays dévasté par la guerre. C'est le désespoir qui les pousse à risquer leur vie et celle de leurs enfants sur des embarcations de fortune pour tenter de rejoindre l'Europe.

Face à ce défi, quelle est la réponse de la Suisse et de l'Union européenne ? C'est une réponse de fermeture et de rejet. Ces dernières années, la mer Méditerranée s'est transformée en un vaste cimetière pour plus de 25'000 migrants anonymes et la seule réponse de l'Europe a été de bâtir une forteresse. L'Union européenne a ainsi dépensé des milliards à assurer sa « sécurité », en construisant des barrières ou en patrouillant en mer pour refouler les bateaux, plutôt que de se préoccuper de comment aider des êtres humains qui ont besoin de protection. On a vu ainsi reconstruire des murs et des barbelés aux frontières, des images qu'on ne pensait plus jamais voir sur ce continent réuni depuis la chute du mur de Berlin. On a vu des pays dont la population avait elle-même été réfugiée, les Hongrois, adopter des politiques restrictives envers les personnes qui voulaient la protection de l'Europe. On a vu encore des politiciens signer un marchandage honteux avec la Turquie, de façon à y renvoyer les personnes qui arrivent en Grèce. On a vu des Etats qui promettent d'aider les pays du sud de l'Europe mais qui ne tiennent absolument pas leurs promesses de relocaliser les personnes arrivées en Grèce ou en Italie. La Suisse en fait partie.

Il aura fallu des naufrages spectaculaires ces dernières années pour que l'Europe remette sur pied une opération de secours maritime digne de ce nom. Combien faudra-t-il de « camions de la mort », remplis des cadavres décomposés de réfugiés syriens, pour que les gouvernements réalisent que la réponse sécuritaire ne résout rien ? Parler de « tragédie » relève de l'hypocrisie. Les autorités européennes savent que ces « tragédies » sont provoquées par leur politique de fermeture des frontières et qu'elles seraient évitables.

Le manque de solidarité des pays européens envers les pays qui hébergent la majorité des réfugiés est en train de condamner toute une génération à la pauvreté et à l'exclusion. Pourtant, des solutions concrètes existent : créer des voies migratoires sûres et légales pour les personnes qui ont besoin d'une protection internationale. Cela implique d'octroyer davantage de visas humanitaires et d'accueillir en priorité les réfugiés particulièrement vulnérables, par exemple les personnes blessées par la guerre ou ayant été victimes de torture, les mineurs non accompagnés et les femmes seules.

La Suisse aussi, au lieu de se demander comment faire pour accueillir le plus petit nombre possible de migrants, pourrait faire beaucoup plus pour protéger les réfugiés. Elle pourrait accélérer la mise en œuvre des promesses faites par le Conseil fédéral d'accueillir 1500 réfugiés particulièrement vulnérables en provenance de Syrie et de soulager la Grèce et l'Italie en admettant 1500 demandeurs d'asile enregistrés dans ces pays. Pour l'instant, il n'y en a qu'un petit nombre parmi ces 3000 qui sont arrivés chez nous, et ceci alors que l'hiver approche et que des millions de gens ont un urgent besoin de protection. La crise actuelle est avant tout une crise de l'accueil, car nos pays ont tout à fait la possibilité d'en faire plus.

Face à la détresse des réfugiés, nos gouvernements doivent remplacer les murs par de la solidarité et de l'humanité, et se rappeler qu'au siècle passé, c'étaient les populations européennes qui prenaient la route par millions.

Le rôle d'une Université ouverte sur le monde, c'est de rappeler cette réalité, de refuser les discours de repli sur soi que certains voudraient nous imposer et de montrer que la migration est aussi une opportunité pour notre pays, pour autant que nous sachions changer notre regard et vaincre les peurs irraisonnées sur les réfugiés.

Merci à l'Université de Neuchâtel de relever ce défi.